

PERSPECTIVE

Les ressources naturelles demeurent un atout pour l'économie québécoise

Par Joëlle Noreau, économiste principale

Bien que le Québec cherche constamment à se diversifier, les ressources naturelles demeurent bien présentes dans son économie. Elles ont un poids important dans le Produit intérieur brut (PIB), l'emploi, les investissements et surtout dans les exportations internationales de marchandises. On pourrait penser qu'avec le déploiement des nouvelles technologies, la part occupée par les ressources naturelles dans l'économie québécoise est appelée à s'atrophier. Toutefois, ce n'est pas aussi évident que l'on pourrait le croire a priori. Leur définition tend à être plus inclusive. De plus, d'autres paramètres pourraient permettre de poser un regard qui va au-delà de l'exploitation commerciale et qui leur accorde une valeur méconnue. Enfin, l'électrification des transports pourrait propulser à la fois le secteur des métaux et celui de l'énergie. Dans ce cadre, peut-on continuer d'associer les ressources naturelles et leur transformation essentiellement à des activités passivistes et à faible niveau technologique? Vraisemblablement, elles font aussi partie de l'avenir.

Un portrait d'ensemble

Les ressources naturelles ont une importance qui dépasse le rôle traditionnel qu'elles ont tenu dans l'économie québécoise au cours des trois derniers siècles. Elles sont devenues un facteur de différenciation par rapport aux autres provinces au chapitre des énergies, notamment. Elles sont également une source de richesse qui se perpétue et des pourvoyeuses d'emplois bien rémunérés. Le Québec a l'avantage d'avoir des ressources diversifiées et qui s'inscrivent dans la modernité et les nouvelles exigences environnementales (énergies propres, métaux pour les batteries de véhicules électriques, bois, etc.).

La présente analyse propose un bref tour d'horizon de cinq secteurs associés aux ressources naturelles. Les industries retenues sont les mines, la métallurgie, la forêt (incluant la transformation), l'énergie (électrique et autres, lorsque possible) et l'agriculture (incluant la fabrication d'aliments et de boissons).

Les quatre premiers secteurs seront traités ensemble. Celui de l'agricole et de l'agroalimentaire sera analysé en parallèle, du fait que les données sur l'emploi agricole ne peuvent être arrimées aussi aisément que l'on souhaiterait. Lorsque ce sera possible, une vue d'ensemble sera proposée pour certains paramètres.

Quelle est la place occupée dans le PIB?

Les dernières données annuelles disponibles sont celles de 2020. Il s'agit d'une année particulière en raison de la COVID-19. Afin

d'éviter un trop grand biais attribuable au ralentissement des activités économiques consécutif à la pandémie, une moyenne trisannuelle sera utilisée pour la période de 2017 à 2019. Elle servira à établir des comparaisons avec l'année 2020.

Le tableau 1 présente l'importance du secteur minier, de la métallurgie, de la forêt (et sa transformation) et de l'énergie dans le PIB total du Québec. L'énergie compte la part la plus grande avec 3,5 % à 3,6 % du PIB québécois, annuellement, suivie par

TABLEAU 1
Importance relative dans le PIB du Québec
(mines, métallurgie, forêt et énergie)

EN %	2020	MOYENNE 2017-2019
Ensemble des industries	100,0	100,0
Secteur de l'énergie	3,5	3,6
Foresterie et exploitation forestière	0,2	0,2
Extraction minière et exploitation en carrière (sauf l'extraction)	2,2	2,2
Activités de soutien à l'extraction minière	0,1	0,1
Fabrication de produits en bois	0,6	0,6
Fabrication du papier	0,6	0,7
Fabrication de produits du pétrole et du gaz	0,3	0,3
Première transformation des métaux	1,2	1,2
Fabrication de produits métalliques	1,0	1,0
Fabrication de meubles et de produits connexes	0,4	0,4
Total* (mines, métallurgie, forêt et énergie)	10,1	10,4

* En raison des arrondis, le total peut ne pas correspondre exactement.
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

l'extraction minière et l'exploitation en carrière (2,2 %). Au total, tous les secteurs précités réunis représentent bon an, mal an plus de 10 % du PIB total. Cette mesure demeure une estimation. Elle ne couvre pas nécessairement toutes les activités de mise en valeur des ressources naturelles. C'est le cas notamment de l'énergie et de toutes les déclinaisons possibles (gaz naturel, éolien, solaire, biomasse, etc.). Pour plus de détails sur les raisons expliquant ces difficultés, consulter l'encadré.

Et l'emploi?

Les données par sous-secteur ne sont disponibles que pour l'ensemble des salariés et ne prennent pas en compte les travailleurs autonomes. La part des industries minière, de la métallurgie, de la forêt (et sa transformation) et de l'énergie est de 5,0 %, peu importe l'année considérée (tableau 2). La plus grande part des salariés se trouve du côté de la fabrication de produits métalliques (forgeage, fabrication de produits d'architecture et d'éléments de charpentes métalliques, fabrication d'articles de quincaillerie, de ressorts, de chaudières, de réservoirs, ateliers d'usinage, etc.) avec 1,2 % des salariés québécois. Le secteur de l'exploitation forestière compte des travailleurs autonomes qui ne sont pas pris en compte dans le présent calcul.

ENCADRÉ

Mises en garde

Ces données sont fournies à titre indicatif : elles ne couvrent pas toutes les activités comprises dans la mise en valeur des ressources naturelles pour différentes raisons.

En ce qui a trait à l'énergie, on note que :

- ▶ Il arrive que certaines données relatives à la distribution du gaz naturel n'apparaissent pas en raison du faible nombre d'entreprises dans ce secteur (confidentialité en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*).
- ▶ La situation est parfois la même pour la production et la distribution d'électricité.
- ▶ Les données relatives aux entreprises qui produisent, par exemple, des turbines, ou des panneaux solaires ou, encore, des pales d'éoliennes sont classifiées dans la fabrication de machines et ne sont pas incluses dans les présents calculs.
- ▶ Tout ce qui a trait à la méthanisation est davantage inclus dans la gestion des déchets et n'apparaît donc pas dans le présent relevé.
- ▶ Les activités entourant la production et la recherche sur la biomasse afin de produire de l'énergie sont disséminées dans nombre d'industries où il est difficile d'en retrouver une trace sous forme statistique qui soit significative.

TABLEAU 2

Importance relative de l'emploi salarié (mines, métallurgie, forêt et énergie)

EN %	2020	MOYENNE 2017-2019
Ensemble des industries	100,0	100,0
Foresterie et exploitation forestière	0,2	0,2
Extraction minière et exploitation en carrière	0,5	0,4
Activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière	0,1	0,1
Production, transport et distribution d'électricité	0,7	0,6
Distribution de gaz naturel	nd	nd
Fabrication du papier	0,5	0,6
Fabrication de produits en bois	0,8	0,8
Fabrication de produits du pétrole et du charbon	0,1	0,1
Première transformation des métaux	0,5	0,4
Fabrication de produits métalliques	1,2	1,2
Fabrication de meubles et de produits connexes	0,6	0,6
Total* (mines, métallurgie, forêt et énergie)	5,0	5,0

nd : non disponible; * En raison des arrondis, le total peut ne pas correspondre exactement.
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Fait à noter, avec une part de l'emploi de 5 % et une proportion de 10 % dans le PIB, la productivité du travail des ressources naturelles est très élevée.

Le tableau 3 permet d'apprécier le nombre de salariés travaillant dans chacun des sous-secteurs. Au total, on en comptait, en moyenne, environ 182 000 dans la période de 2017 à 2019. Si l'on prend en compte « l'exception 2020 », ce nombre est passé plus près des 172 000. Plusieurs grands groupes se distinguent par le nombre de salariés supérieur à 20 000. Celui qui vient en tête est la fabrication de produits métalliques (entre 42 513 en 2020 et 45 148 en moyenne de 2017 à 2019), suivi par la fabrication de produits en bois (respectivement 27 087 et 29 190), la production, le transport et la distribution d'électricité (22 907, seule donnée disponible pour la période de 2017 à 2020) et la fabrication de meubles et de produits connexes (20 068 et 23 206).

TABLEAU 3

Le nombre d'emplois salariés (mines, métallurgie, forêt et énergie)

EN NOMBRE	2020	MOYENNE 2017-2019
Ensemble des industries	3 516 903	3 697 340
Foresterie et exploitation forestière	5 406	5 917
Extraction minière et exploitation en carrière	16 313	15 177
Activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière	3 002	3 002
Production, transport et distribution d'électricité	22 907	22 907
Distribution de gaz naturel	nd	nd
Fabrication du papier	17 737	20 904
Fabrication de produits en bois	27 087	29 190
Fabrication de produits du pétrole et du charbon	3 586	3 688
Première transformation des métaux	17 070	16 558
Fabrication de produits métalliques	42 513	45 148
Fabrication de meubles et de produits connexes	20 068	23 206
Total (mines, métallurgie, forêt et énergie)	172 103	182 009

nd : non disponible
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Une part importante de l'investissement

Pour l'année 2021, le secteur des ressources naturelles représente un peu plus de 10 G\$ des intentions d'investissement (tableau 4). Cette somme compte pour les deux tiers des intentions d'investissement des entreprises québécoises productrices de biens (67,0 %). Elle correspond à 21,0 % de celles des investissements privés et publics en immobilisations corporelles non résidentielles au Québec cette année-là.

On le devine, la part du lion va aux services publics, qui incluent la production, le transport et la distribution d'électricité, avec près de 6 G\$. Le deuxième secteur en lice est l'extraction minière et l'exploitation en carrière, qui nécessitent des moyens colossaux.

TABLEAU 4
Importance dans les intentions d'investissement – 2021
(mines, métallurgie, forêt et énergie)

EN M\$	IMMOBILISATIONS
Industries productrices de biens	15 239,3
Foresterie et exploitation forestière	47,4
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	49,1
Extraction minière et exploitation en carrière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	2 042,7
Services publics	5 987,8
Fabrication de produits en bois	203,0
Fabrication du papier	420,8
Fabrication de produits du pétrole et du charbon	167,6
Première transformation des métaux	935,0
Fabrication de produits métalliques	245,4
Fabrication de meubles et de produits connexes	101,4
Total (mines, métallurgie, forêt et énergie)	10 200,2

Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Un poids lourd dans les exportations internationales

Les ressources naturelles, si l'on inclut leur transformation, sont un poids lourd dans les exportations internationales du Québec. Elles se situaient, en moyenne, autour de 40 % du total pour les périodes de 2017 à 2019 et de 2020 (tableau 5). Cela représente entre 34,7 G\$ et 36,0 G\$ d'exportations, annuellement. La première transformation des métaux (fonte et affinage des métaux ferreux et non ferreux) se classe en tête avec une part qui oscille entre 38,5 % et 39,6 %, selon les années considérées. Cette première place est incontestée. La deuxième est disputée par l'extraction minière et l'exploitation en carrière et la fabrication du papier. Alors que la fabrication du papier occupe la deuxième place pour la moyenne de 2017 à 2019 (18,0 %), elle se retrouve en troisième position en 2020 (15,8 %). La fabrication de produits du bois se situe au quatrième rang, soit une part qui varie de 10,2 % à 11,5 %.

Une rémunération hebdomadaire moyenne enviable

Encore une fois, la rémunération est liée au statut des salariés. Le tableau 6 révèle que, de façon générale, la rémunération hebdomadaire dans les industries des ressources naturelles est plus élevée ou pratiquement au même niveau que celle de la

TABLEAU 5
Importance dans les exportations internationales
(mines, métallurgie, forêt et énergie)

EN M\$ (SAUF SI INDIQUÉ)	2020	MOYENNE 2017-2019
Total des exportations internationales du Québec	85 709,0	90 325,3
Foresterie et exploitation forestière	13,7	17,9
Extraction minière et exploitation en carrière	5 812,3	4 133,3
Activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière	nd	nd
Services publics	785,3	1 141,2
Fabrication de produits en bois	4 001,6	3 664,7
Fabrication du papier	5 495,8	6 461,0
Fabrication de produits du pétrole et du charbon	1 712,1	2 745,5
Première transformation des métaux	13 350,9	14 239,6
Fabrication de produits métalliques	2 689,2	2 592,8
Fabrication de meubles et de produits connexes	844,6	969,7
Total ressources naturelles*	34 705,5	35 965,5
Importance relative des ressources naturelles dans les exportations totales (en %)	40,5	39,8

nd : non disponible; * En raison des arrondis, le total peut ne pas correspondre exactement.
Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 6
Comparaison des rémunérations hebdomadaires moyennes (mines, métallurgie, forêt et énergie)

EN \$	2020	MOYENNE ¹ 2017-2019
Ensemble des industries	1 039,14	932,62
Foresterie et exploitation forestière	nd	1 019,80 ²
Extraction minière et exploitation en carrière	1 823,58	1 700,11
Activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière	1 712,50	nd
Production, transport et distribution d'électricité	nd	nd
Distribution de gaz naturel	nd	nd
Fabrication du papier	1 385,60	1 307,72
Fabrication de produits en bois	1 008,61	922,38
Fabrication de produits du pétrole et du charbon	nd	1 580,87 ³
Première transformation des métaux	1 549,86	1 372,44
Fabrication de produits métalliques	1 036,64	1 003,03
Fabrication de meubles et de produits connexes	837,73	820,46

nd : non disponible; ¹ Moyenne des années 2018, 2019 et 2020 lorsque possible; ² 2018 et 2019 uniquement; ³ 2019 uniquement
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

moyenne québécoise. L'industrie de la fabrication de produits en bois et celle du meuble se situent un peu en dessous.

La moyenne québécoise se situait à 932,62 \$ par semaine dans la période comprise entre 2017 et 2019 et à 1 039,14 \$ en 2020. On observe tout de même une hausse de la rémunération cette année-là, en dépit de la pandémie.

Certains secteurs offrent une rémunération nettement supérieure. L'extraction minière a un ratio de 1,8, soit près de deux fois la moyenne québécoise pour la période de 2017 à 2019 et l'année 2020. Du côté des activités de soutien à l'extraction minière, ce ratio est de 1,6. Toutefois, seule la donnée pour 2020 était disponible. Dans la fabrication des produits du pétrole et du charbon (donnée pour 2019 uniquement), le ratio était de 1,6

et de 1,7 selon la période où la donnée était comparée. Dans la première transformation des métaux, il était autour de 1,5. Dans la fabrication de papier, il oscillait entre 1,3 et 1,4, ce qui veut dire tout de même 30 % à 40 % de plus que la rémunération québécoise moyenne.

Il est intéressant de noter que, peu importe l'indicateur retenu, que ce soit le PIB, le nombre d'emplois salariés, les investissements, l'importance des exportations internationales ou la rémunération hebdomadaire moyenne, on ne peut affirmer qu'un secteur domine entièrement celui des ressources naturelles sur tous ces paramètres. Cela limite la vulnérabilité ou la dépendance face à une activité précise en cas de ralentissement, de conflit de travail, de bataille commerciale ou de baisse subite des prix. Cette conclusion s'applique à l'économie québécoise. Cependant, la situation diffère d'une région du Québec à l'autre, alors que certaines localités dépendent dans de fortes proportions d'une usine, d'une mine ou d'une installation dans un sous-secteur précis. On peut penser aux régions dont une part importante repose sur l'exploitation et la transformation des ressources naturelles, soit la Côte-Nord, le Nord-du-Québec, l'Abitibi-Témiscamingue, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine et le Bas-Saint-Laurent.

Le secteur agricole et de la transformation alimentaire

Ce grand secteur est présent dans chacune des régions du Québec. En prenant en compte les activités primaires (agriculture) et secondaires (transformation), cette industrie compte, bon an, mal an, pour environ 4,0 % de l'économie québécoise (tableau 7). La portion agricole représente entre 1,5 % (moyenne 2017 à 2019) et 1,6 % (2020) du PIB annuellement. La fabrication des aliments en constitue entre 1,7 % et 1,8 % pour les mêmes périodes, tandis que celle des boissons et des produits du tabac correspond à 0,6 %, peu importe les années considérées.

En additionnant ce pourcentage de 4,0 % à celui des autres ressources telles que présentées précédemment (entre 10,0 % et 10,4 %), on obtient un total de 14,0 % à 14,4 % de l'économie québécoise, ce qui est substantiel.

TABLEAU 7
Importance relative de l'agriculture et de la transformation alimentaire dans le PIB du Québec

EN \$	2020	MOYENNE 2017-2019
Ensemble des industries	100,0	100,0
Cultures agricoles et élevage	1,6	1,5
Activités de soutien aux cultures agricoles et à l'élevage	0,1	0,0
Pêche, chasse et piégeage	0,0	0,0
Fabrication d'aliments	1,8	1,7
Fabrication de boissons et de produits du tabac	0,6	0,6
Total*	4,0	3,9

* En raison des arrondis, le total peut ne pas correspondre exactement.
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Le marché du travail

Une des particularités du secteur agricole est le grand nombre d'entreprises. Par ailleurs, l'immense majorité des exploitations appartient à des familles. On y retrouve de nombreux travailleurs autonomes. Voilà pourquoi les données sur le secteur agricole proviennent de l'*Enquête sur la population active* (qui inclut les travailleurs autonomes) plutôt que de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail*, qui ne prend en compte que les salariés. Le tableau 8 permet de constater que le nombre d'emplois a peu changé ces dernières années et qu'il se situe entre 56 000 et 57 000, peu importe la période considérée. On peut se demander si l'achat local ainsi que l'essor des productions en serre feront augmenter le nombre de travailleurs dans les années à venir. On sait depuis des années que le recrutement de la main-d'œuvre est déjà très problématique dans le secteur, ce qui limite la progression de l'emploi.

TABLEAU 8
Nombre d'emplois agricoles selon l'Enquête sur la population active

EN NOMBRE	2020	MOYENNE 2017-2019
Emplois agricoles	56 400	56 600

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Du côté de la fabrication des aliments et de celle des boissons et des produits du tabac, on comptait un peu plus de 72 000 salariés, en moyenne, annuellement, entre 2017 et 2020 (tableau 9). Cela représente environ 2,0 % de l'ensemble des salariés au Québec.

TABLEAU 9
Le nombre de salariés dans la fabrication d'aliments et de boissons

SALARIÉS, NOMBRE SELON L'EERH	2020	MOYENNE 2017-2019
Ensemble des industries	3 516 903	3 697 340
Fabrication d'aliments	63 387	63 202
Fabrication de boissons et de produits du tabac	8 838	9 093
Total	72 225	72 295

EERH : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail
Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Des investissements considérables

Le tableau 10 à la page 5 présente les intentions d'investissement pour le secteur agricole et celui de la fabrication alimentaire. On y découvre que la fabrication d'aliments vient en tête avec 809,6 M\$ pour 2021. Viennent ensuite l'élevage et l'aquaculture (522,3 M\$), la fabrication de boissons et de produits du tabac (441,8 M\$) et la culture agricole (368,6 M\$). La fabrication, à

TABLEAU 10
Importance des intentions d'investissement de l'agriculture et de la fabrication d'aliments et de boissons – 2021

EN M\$	IMMOBILISATIONS
Industries productrices de biens	15 239,3
Culture agricole	368,6
Élevage et aquaculture	522,3
Pêche, chasse et piégeage	8,9
Fabrication d'aliments	809,6
Fabrication de boissons et de produits du tabac	441,8
Total (agriculture et fabrication d'aliments et de boissons)	2 151,2

Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

elle seule, comptait pour presque 1,3 G\$. En incluant les activités agricoles, c'est 2,2 G\$ d'intentions d'investissement, soit 14,1 % de celles des industries productrices de biens au Québec cette année-là.

En combinant ces intentions avec celles des secteurs analysés précédemment (mines, métallurgie, forêt et énergie), on obtient plus de 80 % de l'ensemble des investissements des industries productrices de biens. C'est approximativement 25,0 % des investissements privés et publics en immobilisations corporelles non résidentielles au Québec. Les ressources naturelles ont du poids!

La place dans les exportations internationales

La valeur des exportations internationales de produits agricoles et des aliments transformés a passablement fluctué d'une année à l'autre. Le tableau 11 permet de constater que le secteur subit d'importantes variations. Il faut dire que les prix agricoles sont soumis à bien des changements en raison d'un grand nombre de facteurs (météo, maladies chez les animaux, relations commerciales, etc.). Ainsi, la valeur moyenne annuelle établie

TABLEAU 11
Importance du secteur agricole et des produits alimentaires dans les exportations internationales

EN M\$ (SAUF SI INDIQUÉ)	2020	MOYENNE 2017-2019
Total des exportations internationales du Québec	85 709,0	90 325,3
Culture agricole	2 025,1	1 632,3
Élevage et aquaculture	59,7	77,6
Pêche, chasse et piégeage	43,4	45,7
Activités de soutien à la culture et à l'élevage	0,5	0,6
Fabrication d'aliments	7 223,8	6 552,2
Fabrication de boissons et de produits du tabac	382,0	346,7
Total agriculture, pêche et fabrication d'aliments	9 734,4	8 655,1
Importance de l'agriculture, la pêche et la fabrication d'aliments et de boissons dans les exportations totales (en %)	11,4	9,6

Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

pour la période de 2017 à 2019 était de 8,7 G\$ et elle a grimpé à 9,7 G\$ en 2020. Cela représente entre 9,6 % et 11,4 % du total des exportations internationales du Québec.

En additionnant ces pourcentages avec ceux du groupe des mines, de la métallurgie, de la forêt et de l'énergie, c'est environ 50 % de la valeur des exportations internationales de marchandises qui tournent autour des matières premières et de leur transformation.

Un portrait en évolution

Ce bref portrait n'a pas la prétention de faire le tour de toutes les activités liées aux ressources naturelles, et ce, pour plusieurs raisons.

Premièrement, il demeure difficile d'avoir un bon aperçu des activités dans les énergies nouvelles (éolien, solaire, biomasse, notamment) en raison du faible nombre de joueurs (confidentialité des données), ou parce qu'une part des activités de fabrication des composantes utiles à la production des équipements se retrouve dans des secteurs comme la fabrication de machines.

Deuxièmement, le terme « ressources naturelles » tend de plus en plus à dépasser le cadre traditionnel de sa définition. À cet effet, on expérimente actuellement le potentiel de ressources produites par la nature que l'on aurait eu du mal à imaginer il n'y a pas si longtemps. Ces dernières ne sont pas nouvelles, c'est l'emploi auquel on les destine qui leur donne du lustre : il s'agit du lisier et du fumier. Ces matières pourraient devenir une source de gaz naturel dans les prochaines années (biogaz). Pour le moment, il est un peu tôt pour tenter de quantifier ces opérations qui ne sont pas encore déployées à très grande échelle. Il faudra suivre les développements, car des initiatives sont en cours. Les efforts investis à ce jour ne sont donc pas pris en compte dans le présent exercice, qui vise à déterminer l'importance des ressources naturelles dans l'économie québécoise.

Troisièmement, on ne peut prétendre qu'il y a unanimité sur ce que sont les ressources naturelles et leur apport au stock de capital de l'économie. Faut-il inclure l'eau (utilisation du courant des rivières ou des marées, consommation humaine, usage industriel, etc.) et le vent?

Peut-on quantifier l'apport de la forêt dans l'économie autrement que par son exploitation? Des exercices ont été réalisés dans le cadre de ce que l'on appelle l'économie écologique. Selon la [Société canadienne d'économie écologique](#), il est question de « l'étude des relations et interactions entre les économies et les écosystèmes qui les soutiennent. Il s'agit d'une collaboration interdisciplinaire entre l'économie, l'écologie et d'autres sciences sociales et naturelles dans le but de comprendre en quoi consiste

la durabilité et comment y arriver »¹. Cette discipline compte une multitude de méthodologies. Celle de l'évaluation économique des biens environnementaux ne fait pas consensus. Certains y voient un outil pour la prise de décision dans les politiques publiques. D'autres croient qu'elle présente un risque de marchandisation de la nature et de ses richesses. Quoi qu'il en soit, c'est une branche de la recherche qui est en développement et dont on entendra parler davantage dans les prochaines années.

Signe des temps : des [sociétés de gestion](#) achètent des terrains forestiers pour la séquestration et le stockage du carbone. Cela donne déjà un aperçu de l'importance stratégique que l'on accorde à certaines ressources au-delà de leur usage commercial conventionnel. C'est à suivre.

Les ressources naturelles, une présence affirmée

Le Québec est doté de ressources naturelles importantes tant par leur volume que par l'activité économique qu'elles génèrent. De plus, celles-ci ont un poids considérable dans les investissements et les exportations internationales de marchandises. On pourrait penser qu'avec le déploiement des nouvelles technologies, la part occupée par les ressources naturelles dans l'économie québécoise est appelée à s'atrophier. Toutefois, ce n'est pas aussi évident que l'on pourrait le croire a priori.

Le [bois](#) est de plus en plus privilégié dans la construction et pour ses propriétés dans un nombre croissant de secteurs qui vont du bâtiment (même la peinture et le ciment) à l'alimentation, en passant par le vêtement. Les métaux dont dispose le Québec (or, métaux industriels) demeurent en demande. Par ailleurs, le sous-sol québécois renferme des [métaux](#) utiles à la production de batteries pour les véhicules électriques, ce qui rend le secteur encore plus attrayant. Si le recyclage était de plus en plus prisé, on peut se demander pourquoi cette activité ne pourrait-elle pas être réalisée ici?

Être doté de ressources naturelles abondantes et prometteuses est un atout. Les mettre en valeur devra se faire de façon responsable et dans le souci du respect des objectifs de lutte contre les changements climatiques.

L'électrification des transports pourrait propulser à la fois le secteur des métaux et celui de l'énergie. Dans ce cadre, peut-on continuer d'associer les ressources naturelles et leur transformation essentiellement à des activités passivistes et à faible niveau technologique? Vraisemblablement, elles font aussi partie de l'avenir.

¹ Traduction libre, tirée d'*Économie écologique et santé publique : une entrevue avec le Dr Trevor Hancock*, mai 2020, p. 17.